

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Secrétariat Général  
5, Avenue Henry Le Chatelier  
91120 – PALAISEAU

Objet de la consultation :  
**RENOUVELLEMENT DES MATÉRIELS DE  
VIDÉO PROJECTION DE SALLES DE COURS**

**ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE**

Marché à procédure adaptée passé en application des articles R2123-1 et suivants du code de la  
commande publique

référence à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-FCS

Référence de publication : Genes2024-P03

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
1.1 GÉNÉRALITÉS.....	4
1.2 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.3 FORME DU MARCHÉ.....	4
<b>ARTICLE 2. MONTANT DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT / POSTES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5. PIÈCES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6. EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
6.1 LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	5
6.2 CONSTATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	6
<b>ARTICLE 7. GARANTIES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 8. GESTION DES DÉCHETS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 9. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>6</b>
10.1 OBLIGATIONS DE DISCRÉTION .....	6
10.2 OBLIGATIONS D'INFORMATIONS.....	7
10.3 OBLIGATIONS DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....	7
<b>ARTICLE 11. INTERLOCUTEURS .....</b>	<b>7</b>
11.1 RESPONSABLES DÉSIGNÉS AU SEIN DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	7
11.2 RESPONSABLES DÉSIGNÉS PAR LE TITULAIRE .....	7
<b>ARTICLE 12. BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 13. PRIX DU MARCHÉ.....</b>	<b>8</b>
13.1 TYPES DE PRIX .....	8
13.2 FORME DES PRIX .....	8
13.3 RÉVISION DES PRIX.....	8
13.4 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX.....	9
13.5 CONTENU DES PRIX .....	9
13.6 AVANCE .....	9
13.7 ACOMPTES .....	9
<b>ARTICLE 14. MODALITÉS DE REGLEMENT.....</b>	<b>10</b>
14.1 RÈGLEMENT DES PRESTATIONS.....	10
14.2 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	10
14.3 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	11
<b>ARTICLE 15. NANTISSEMENT.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 16. PÉNALITÉS .....</b>	<b>11</b>

16.1 PÉNALITÉS DE RETARD .....	11
<b>ARTICLE 17. JUSTIFICATIFS À PRODUIRE PAR LE TITULAIRE.....</b>	<b>12</b>
17.1 ASSURANCE .....	12
17.2 ATTESTATIONS DE RÉGULARITÉ FISCALES ET SOCIALES.....	12
<b>ARTICLE 18. SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 19. RÉSILIATION .....</b>	<b>13</b>
19.1 CONDITIONS DE RÉSILIATION .....	13
19.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	13
<b>ARTICLE 20. RÈGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>13</b>

## ARTICLE 1. OBJET ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

### 1.1 GÉNÉRALITÉS

Le présent CCAP régit l'accord-cadre dont l'objet est précisé à l'article 1.2 et dont les spécifications techniques et fonctionnelles sont décrites au CCTP GENES2024-P03.

### 1.2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'objet de l'accord-cadre est le renouvellement des matériels de vidéoprojection de salles de cours.

### 1.3 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le marché est passé en application des dispositions des articles R.2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

L'accord-cadre est passé, en application des dispositions des articles R.2162-2 et suivants du code de la commande publique.

Il s'exécute par émissions de bons de commande conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique

## ARTICLE 2. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu selon les montants globaux, sur la durée maximale du marché, suivants :

- Montant minimum : 60 000 € HT ;
- Montant maximum : 85 000 € HT.

## ARTICLE 3. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

Sous réserve des cas de résiliation prévus, les prestations seront exécutées à compter de la notification au titulaire de l'accord-cadre, pour une durée de 12 mois, renouvelable 3 fois au maximum pour une période de 12 mois, sans que sa durée globale puisse excéder 48 mois.

La reconduction est tacite. Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Le cas échéant, la décision de ne pas reconduire le marché est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception, au titulaire, dans les trois (3) mois précédant la date d'échéance

Les prestations forfaitaires objet du poste 1 seront réalisées selon le planning validé entre le GENES et le titulaire dans le respect de la durée contractuelle indiquée ci-dessus.

## ARTICLE 4. ALLOTISSEMENT / POSTES

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Il est composé des 3 postes suivants :

- **Poste 1 (forfaitaire)** : prestations de d'installation de matériels de vidéoprojection et prestations associées,
- **Poste 2 (unitaire)** : besoins à commander au fur et à mesure de la survenance des besoins,
- **Poste 3 (unitaire)** : maintenance préventive forfaitaire commandée annuellement.

## ARTICLE 5. PIÈCES CONTRACTUELLES

Le présent accord-cadre est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- le présent CCAP ;
- le CCTP ;
- le CCAG-FCS (fournitures courantes et services) ;
- l'offre technique et financière du titulaire ;
- les bons de Commande émis au titre du marché.

Toute clause portée dans le(s) catalogues, tarifs(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## ARTICLE 6. EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux prescriptions du présent CCAP et du CCTP GENES2024-P03.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché. Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les parties conviennent expressément que l'ensemble des obligations mises à la charge du titulaire relève d'une **obligation de résultat, même en cas de sous-traitance**, dont seules les causes de force majeure seront susceptibles de l'exonérer.

La description des tâches au CCTP n'a pas un caractère limitatif. Le prestataire devra exécuter, comme étant compris dans son prix sans exception, ni réserve, tous les éléments nécessaires à la mise en œuvre de sa prestation et toutes les contraintes liées au parfait accomplissement de sa mission.

Le titulaire s'engage à agir avec diligence et à mettre en œuvre les moyens susceptibles d'éviter les surcoûts et les retards évitables qui pourraient découler de son intervention. Le titulaire doit posséder les compétences et qualifications requises au regard de la nature des prestations qu'il assure.

Il est rappelé que le titulaire est tenu d'assurer l'exécution du présent marché public, sauf en cas de force majeure conformément aux dispositions de l'article 13.3.1 du CCAG-FCS. Il ne peut notamment pas se prévaloir d'éventuels manquements ou défaillances du pouvoir adjudicateur pour se soustraire à ses propres obligations contractuelles telles qu'elles sont prévues dans les documents du présent marché.

Le titulaire du marché s'engage à fournir sans supplément de prix et sous sa responsabilité l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire sont seules autorisées à assurer les prestations objets du marché. Une liste de ces personnes devra être fournie sur demande du pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de tout manquement grave, dûment constaté, de son personnel, et pourra lui en demander le remplacement.

### 6.1 LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le périmètre concerne l'établissement du groupe Genes suivant :

- site Genes/Ensaie (Palaiseau, 5 Avenue Le Chatelier 91120).

## **6.2 CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Par dérogation aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS, la constatation des prestations est réalisée selon les étapes suivantes :

- VABF (Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement) :

Elle consiste en une vérification de bon fonctionnement dans un environnement de test. La VABF dure 7 jours calendaires.

- VSR (Vérification de Service Régulier) :

Elle consiste en une vérification de bon fonctionnement dans un environnement de production. La VSR dure 30 jours calendaires.

A l'issue de ces opérations de vérifications, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 7. GARANTIES**

Les prestations font l'objet d'une garantie applicable selon les conditions de l'article 33 du CCAG-FCS.

Cette garantie ne s'applique pas à la garantie « matériels » pour ceux acquis précédemment par le GENES et installés par le titulaire dans le cadre du présent marché.

## **ARTICLE 8. GESTION DES DÉCHETS**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

## **ARTICLE 9. MODIFICATION DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION**

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié en cours d'exécution, sans nouvelle procédure de mise en concurrence.

Les modifications seront formalisées par voie d'avenant au marché initial.

## **ARTICLE 10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **10.1 OBLIGATIONS DE DISCRÉTION**

Les dispositions des articles 5.1 et 5.3 du CCAG-FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicable au présent marché. Le titulaire, qui à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication confidentielle ou à titre secret de renseignements, documents, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes qui ont à en connaître.

## **10.2 OBLIGATIONS D'INFORMATIONS**

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, de tout changement intervenu dans son organisation, sa chaîne d'approvisionnement ou sa stratégie industrielle susceptible d'affecter le respect de ses obligations contractuelles ou d'engendrer des modifications tarifaires.

## **10.3 OBLIGATIONS DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Le titulaire doit respecter la législation et la réglementation en matière de protection des données personnelles. Il s'engage notamment à respecter les dispositions de la loi informatique et libertés et le règlement RGPD (règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016) en les appliquant à l'exécution du présent marché. Le titulaire ne pourra pas faire un usage des données personnelles autre que l'utilisation inscrite et strictement inscrite dans le but d'exécuter les prestations découlant de l'objet du marché. En fin de prestation, le titulaire fournira un certificat de destruction des données personnelles obtenues dans le cadre du présent marché.

Selon les modalités d'organisation, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'accorderont sur des clauses qui auront pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant éventuel s'engage à effectuer pour le compte du titulaire les opérations de traitement de données à caractère personnel.

## **ARTICLE 11. INTERLOCUTEURS**

### **11.1 RESPONSABLES DÉSIGNÉS AU SEIN DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur désignera au plus tard à la notification du présent marché les interlocuteurs responsables du suivi des prestations.

Ces personnes sont seules compétentes pour attester du service fait des prestations.

### **11.2 RESPONSABLES DÉSIGNÉS PAR LE TITULAIRE**

Le titulaire désigne nommément, au sein de son personnel, une personne chargée des relations avec le pouvoir adjudicateur.

Il fournit ses coordonnées directes : adresse mail et numéro de téléphone. Cette personne est considérée comme l'interlocuteur privilégié lors de l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 12. BONS DE COMMANDE**

Chaque commande fera l'objet d'un bon de commande établi par le pouvoir adjudicateur et signé par le représentant habilité.

La durée de validité de chaque bon de commande est fixée à trois (3) mois. Les bons de commande seront adressés au titulaire au fur et à mesure des besoins pendant toute la durée du marché. Les bons de commande pourront être émis pendant la durée de validité du marché.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance du marché. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

La personne habilitée à rédiger et à signer les bons de commande est la directrice générale du Genes ou son représentant.

Ils sont transmis par voie dématérialisée à l'adresse électronique du titulaire et comportent toutes indications utiles.

La date effective de notification des bons de commande est celle portée sur l'accusé de réception de la télécopie ou du mail adressé par le titulaire attestant la bonne réception du bon de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de 48 heures maximum à compter de la date de réception de chaque bon de commande pour présenter des réserves. Passé ce délai, le titulaire est engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande.

Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le pouvoir adjudicateur, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande.

Chaque bon de commande mentionnera :

- Le numéro de contrat,
- le numéro de commande
- le détail des prestations à réaliser,
- le prix forfaitaire ou unitaire hors taxes,
- le lieu d'exécution de la prestation, (éventuellement),
- le montant total H.T. et T.T.C. de l'ensemble des prestations du bon de commande.

- **Prestations forfaitaires (poste 1) :**

Un bon de commande sera émis en début de marché.

- **Prestations à bons de commande (poste 2) :**

Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

- **Maintenance préventive (poste 3) :**

Un bon de commande annuel sera émis.

## **ARTICLE 13. PRIX DU MARCHÉ**

### **13.1 TYPES DE PRIX**

L'unité monétaire est l'euro.

### **13.2 FORME DES PRIX**

- **Prestations forfaitaires (poste 1) :**

Les prix sont forfaitaires, fermes et définitifs.

- **Prestations à bons de commande (poste 2) :**

Les prix sont unitaires, fermes pour une durée de 12 mois, puis révisables annuellement.

- **Maintenance préventive (poste 3) :**

Les prix sont forfaitaires, fermes pour une durée de 12 mois, puis révisables annuellement.

### **13.3 RÉVISION DES PRIX**

Le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec AR, ou par e-mail avec AR à l'adresse mail [marches-genes@groupe-genes.fr](mailto:marches-genes@groupe-genes.fr), sa demande de révision avec un préavis de 2 mois avant la date anniversaire du marché, pour validation.

Les prix sont révisés par référence à la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} \times (0.15 + 0.85 I_n/I_{n-1})$$

Dans laquelle :

- $P_n$  = nouveau prix ajusté
- $P_{n-1}$  = prix précédent
- $I_n$  = le dernier indice définitif publié un mois avant la date d'effet de la révision.



- In-1 = le dernier indice définitif publié à la date limite de remise des offres s'agissant de la première révision, ou l'indice définitif utilisé pour la précédente révision

Indice utilisé : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008

Identifiant 001565183

L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

**En l'absence de demande de révision, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer celle-ci en transmettant au titulaire les nouveaux prix ajustés. Dans le cas contraire, les prix de l'année en cours restent applicables l'année suivante.**

### **13.4 MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois en cours à la date de remise d'offre, appelé « mois zéro ».

### **13.5 CONTENU DES PRIX**

Les prix du marché s'entendent hors TVA. Ils tiennent compte de toutes les obligations résultant des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés à l'article 5 présent CCAP.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Ils comprennent aussi tous les frais de déplacement nécessaires à la réalisation des prestations.

En conséquence, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour prestations complémentaires éventuelles qu'il aura obligation d'exécuter et qui seraient consécutives au redressement, à un manque de conformité du projet par rapport aux exigences réglementaires citées ci avant, à l'exclusion d'exigences nouvelles postérieures à la date de signature du marché.

### **13.6 AVANCE**

Le présent marché ne donne pas droit au versement d'une avance conformément aux dispositions des articles R.2191-3 et R.2191-15 du code de la commande publique.

### **13.7 ACOMPTES**

- **Prestations forfaitaires (poste 1) et prestations à bons de commande (poste 2) :**

Les sommes sont réglées par acomptes successifs, sur présentation d'une facture et service fait ; dans le respect des articles R.2191-20 à R.2191-23 du code de la commande publique.

Les acomptes sont réglés selon l'échéancier suivant :

- Validation de la VABF conformément l'article 6 du présent CCAP : 70% de la somme due au titre du présent marché ;
- Validation de la VSR conformément l'article 6 du présent CCAP : 30% de la somme due au titre du présent marché.

- **Maintenance préventive (poste 3) :**

Les sommes seront réglées trimestriellement à terme échu.

## ARTICLE 14. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

### 14.1 RÈGLEMENT DES PRESTATIONS

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert par le titulaire. Les informations relatives au compte à créditer sont à reporter sur l'acte d'engagement (ATTRI 1) § B.3.

### 14.2 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures sont déposées sur le portail de facturation Chorus Pro.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- **Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

- **Mode service ou API (Application Programming Interface) :**

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

- **Mode EDI (Échange de données informatisées) :**

Envoi des factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Prérequis techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter ».

En cas de première mise en place de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

Durant ce délai, le titulaire peut remettre une facture papier. Les factures sont établies en un seul original et envoyées à l'adresse suivante :

**Groupe des Écoles Nationales d'Économie et de Statistique**  
Service des affaires financières  
5, avenue Henry Le Chatelier  
91120 PALAISEAU

Passé ce délai, en cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution du marché public, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut remettre une facture papier dans un nouveau délai provisoire.

Lors du dépôt de sa facture dans chorus-pro, le titulaire doit saisir les renseignements suivants :

- le destinataire est-il un service de L'État ? : cocher « oui » (si non, saisir le SIRET :.....) ;

- n° d'engagement : saisir le numéro de marché pour les factures relatives au forfait ou pour une facture relative à un bon de commande, le numéro du bon de commande (n° de 10 chiffres commençant par 14 et mentionné sur le bon de commande).

**Une copie des factures sera également envoyée par voie électronique au service prescripteur, à l'adresse suivante : [saf.genes@groupe-genes.fr](mailto:saf.genes@groupe-genes.fr)**

Les factures précisent :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro Siret ou Siren ;
- le code APE ;
- les références du marché ;
- les références des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
- le numéro de bon de commande et les références de l'engagement juridique ;
- le libellé et le détail des prestations concernées ;
- la période facturée avec mention des dates précises de début et de fin.

Toute facture ne comportant pas les informations mentionnées ci-dessus et/ ou non accompagnées des pièces justificatives sera rejetée.

Le titulaire s'engage à signaler par écrit au pouvoir adjudicateur toute modification de ses coordonnées bancaires ou de celles de ses sous-traitants et joindra un nouveau relevé d'identité bancaire comportant le logo de la banque.

### **14.3 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours. Ce délai court à compter de la date de réception de la facture et sous réserve de présenter un service fait correspondant aux prestations réalisées.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, l'entreprise a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

## **ARTICLE 15. NANTISSEMENT**

En cas de cession ou de nantissement de la créance résultant du présent acte dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique, la directrice générale du Genes est habilitée à délivrer l'exemplaire unique destiné à fournir aux bénéficiaires des nantissemements ou subrogation, les renseignements et états prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 16. PÉNALITÉS**

### **16.1 PÉNALITÉS DE RETARD**

Les pénalités de retard s'appliquent conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 17. JUSTIFICATIFS À PRODUIRE PAR LE TITULAIRE**

### **17.1 ASSURANCE**

Le titulaire devra justifier, au plus tard à la date de notification du marché et avant tout commencement d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés lors de l'exécution du présent marché.

L'attestation ainsi fournie doit justifier que le titulaire (et chacun des membres du groupement) est à jour dans ses cotisations et que la police contient les garanties en rapport avec les prestations.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques liés à l'exécution des prestations.

**À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de lui infliger une pénalité de 150 euros HT par jour calendaire de retard.**

Le titulaire s'oblige à produire une copie de sa police d'assurance sous un délai de 5 jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché.

### **17.2 ATTESTATIONS DE RÉGULARITÉ FISCALES ET SOCIALES**

Afin de prouver pendant toute la durée du marché qu'il exerce son activité en toute régularité, le titulaire doit remettre lors de la notification du marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8, D.8254-2 à 5 du code du travail.

## **ARTICLE 18. SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet des bons de commande dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer par le Genes ses conditions de paiement conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-3 du code de la commande publique.

Lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En application de l'article R.2193-4 du code de la commande publique, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## **ARTICLE 19. RÉSILIATION**

### **19.1 CONDITIONS DE RÉSILIATION**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS. En complément des causes de résiliation pour faute du titulaire défini à l'article 41 du CCAG-FCS, le marché est résilié sans préavis et aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.324-4 ou R.324-7 du code du travail.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

### **19.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **ARTICLE 20. RÈGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Versailles est compétent en la matière.

**Tribunal administratif de Versailles**

**56, Avenue de Saint-Cloud**

**78011 Versailles Cedex**

**Téléphone : 01 39 20 54 00**

**Courriel : [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)**

**Adresse internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>**